

Philippe ROCHARD

Entre réforme et tradition: le mouvement Jangali de 1915 à novembre 1921^{*}

« Bien que le mot *jangali* nous rappelle le mot indien désignant la jungle, les jangali ne sont pas des “habitants de la jungle”. Ce sont les habitants de la province forestière du Gilan située entre la ligne de partage des eaux des monts de l’Alborz et le bord méridional de la mer Caspienne, et qui, ayant fait vœu de défendre la Perse jusqu’à la dernière goutte de leur sang, ont abandonné toute vie sociale en rejoignant la jungle . . . Mirza Kuçek Xan est leur chef. C’est un réformiste honnête dont le cri de guerre est le très légitime: “La Perse aux Persans” ».

C’est ainsi que le major-général Dunsterville présente le mouvement jangali à l’Institut Géographique de Londres le 6 décembre 1920¹. Cette présentation diffère radicalement de tous les rapports qui abondaient à l’époque dans les chancelleries des forces de l’Entente cordiale: elle est le fruit d’une

^{*} Texte d’une communication présentée au colloque de Strasbourg.

1. Publié en mars 1921 dans *The geographical journal*, Vol. LVII N° 3, sous le titre « From Baghdad to the Caspian in 1918 ».

observation directe dans une période où les prises de position militaristes de tout acabit étaient à l'ordre du jour en Europe.

En ce qui concerne le Ministère des Affaires Etrangères français, tous les rapports concernant le mouvement *jangali* établis par des observateurs directs comme le vice-consul Sempé, ou le ministre plénipotentiaire Bonin, sont systématiquement lus et déformés par le présupposé théorique qui régnait au Quai d'Orsay à l'époque et qui faisait de tous les événements enregistrés à propos des *jangali* le fruit de complots attribués successivement aux «Boches», aux «Pantouranistes», aux «Bocho-bolchévico-pantouranistes» (après la révolution d'Octobre 1917), pour se réduire à la fin de la guerre, à un simple complot «bolchévique»... La possibilité d'une volonté politique propre à la province du Gilân ne fut même pas évoquée. Les observateurs divergeaient sur les solutions à apporter au «problème» *jangali*, mais ils ne se posaient aucune question quant à la nature du problème... En fait, les lectures multiples de la même série d'événements ont été tout autant le fruit des passions politiques que des inévitables enjeux. Au gré des régimes politiques et convictions personnelles des analystes, Mirza Kuchek Xân et ses *mujâhedîn* ont tour à tour été étiquetés comme mercenaires pro-allemands ou patriotes nationalistes, rebelles bolchéviques ou faux socialistes crypto-bourgeois, et récemment comme de purs combattants islamiques.

La multiplicité des récupérations tient au fait que le mouvement *Jangali* chevauche historiquement une série de fractures survenant sur des mouvements de longue durée. Dans le cadre limité qui est le nôtre, je tenterai de présenter ce canevas historique et, en contrepoint, de restituer brièvement la situation sociale de l'époque, ce qui a été bien souvent négligé dans les analyses politiques.

Pour ce faire, je me suis basé essentiellement sur les travaux de Christian Bromberger, Yann Richard, Kazemi et Abrahamian ainsi que sur mes propres recherches effectuées dans les archives du Quai d'Orsay et plus particulièrement dans

la correspondance diplomatique du vice-consul Jules-Eugène Sempé, en poste à Rasht de 1913 à septembre 1918.

Les fractures et les mouvements historiques de longue durée

Nous pouvons considérer ici une double fracture historique:

D'une part, la première guerre mondiale accélère l'érosion des anciennes puissances impériales et en particulier celle de la Russie et de l'Angleterre qui s'étaient divisé la Perse en zones d'influences depuis 1907. Ces zones d'influences devaient aboutir *de facto* pour les Russes à une annexion définitive du Gilân et du nord de la Perse en général. L'attaque germano-turque de janvier 1915 bloque ce processus en donnant l'occasion à Mirza Kuchek Xân de soulever les paysans du Gilân contre les troupes russes qui se conduisent avec férocité dans les villages (vols, viols, exécutions sommaires, expropriations au profit de ceux qui possèdent la citoyenneté russe, etc.).

D'autre part, survient en octobre 1917 ce que certains ont appelé le séisme bolchévique qui fait irruption sur la scène internationale avec sa dynamique révolutionnaire. La révolution russe intervient trois fois dans la révolte jangalie et de manière cruciale. Dans un premier temps, elle débarrasse les jangalis des troupes du tsar qui refluent sans ordre vers la frontière en abandonnant tout leur matériel; les hommes de Kuchek Xân sont alors maîtres de leur province d'octobre 1917 à juin 1918, date de l'invasion de la province par les troupes britanniques aidées des régiments cosaques du colonel Bichérakov, ex-officier du tsar passé au service des Anglais.

L'impact de la révolution se manifeste dans un deuxième temps lorsque l'armée rouge, appuyée par l'escadre du commandant Raskolnikov, débarque dans le Gilân à Bandar-e Enzeli le 18 mai 1920 et oblige les Britanniques à évacuer le nord de l'Iran. Troisième temps, enfin, en 1921, lorsqu'après avoir affaibli le mouvement jangali en tentant de le soumettre à ses visées, la Russie décide de normaliser ses relations avec

l'Angleterre et l'Iran et en juillet 1921 abandonne le Gilân à la répression du colonel Reza Khan, le nouvel homme fort du régime à qui on livrera la tête de Mirza Kuchek Xân dans le mois de novembre de la même année.

Cette double fracture, par ailleurs, survient sur deux mouvements historiques de longue durée:

La dynamique des nationalismes qui s'accélère du fait même de l'épuisement des empires à l'issue de la Grande Guerre et de la création de la Société Des Nations dont l'idéologie inspire les dirigeants du mouvement. En effet, les «politiques» du mouvement Jangali réclament l'instauration d'une constitution, la création d'un gouvernement national disposant d'une armée, l'abolition du système des capitulations installées par les Européens; ils prônent aussi la fin de l'exploitation des richesses minérales par des intérêts étrangers, l'utilisation d'un capital national pour le développement de l'industrie, la construction de chemins de fer, de manufactures nationales de textiles et de cuirs et, enfin, l'organisation d'un système éducatif moderne, de laboratoires et d'hôpitaux... (Ybert-Chabrier 1983, «The jengelist movement according to the memoirs of Ihsan Allah Khan», *Central Asian Survey*).

Le mouvement pan-islamiste qui est alors sur le point de trouver une expression concrète au sein du mouvement révolutionnaire bolchévique avec le projet défendu par le communiste musulman Azerbaïjanais Effendiev à l'intérieur de l'Organisation Communiste des peuples de l'Est (l'OCPE).

Le mouvement pan-islamiste inspire aussi, initialement, le Comité révolutionnaire Gilânais qui se fera appeler *Et-tehâd-e Islam*, sous l'impulsion d'un de ses principaux chefs, Hâdji Ahmed Kasmâyi. Mais, précisons-le tout de suite, cette étiquette n'a jamais donné lieu au programme politique islamique que le terme implique maintenant. Ce nom fut utilisé comme une bannière qui, j'en suis persuadé, guida Kuchek Xân dans la quête de la justice pour tous qu'il s'était fixée et qui lui fit refuser toutes les offres que les différents gouvernements qâjâr déployèrent successivement pour l'attirer à

Téhéran et le neutraliser en lui offrant des postes honorifiques. C'est là, et seulement là, que nous pouvons trouver une réelle influence de l'islam. Car les options suivies par le Comité révolutionnaire sont principalement nationalistes, ce qui nous est confirmé le 9 mai 1918, quand le Comité révolutionnaire se réunit pour tenter de mettre un frein aux prévarications de Hâdji Ahmed, et change par la même occasion son nom en *Ettehâd-e Iran*.

C'est sur cette trame historique internationale que se tisse l'histoire nationale de l'Iran qui fait, durant cette période troublée, son entrée dans le monde moderne avec l'agonie du pouvoir qâjâr, symbole de l'ordre ancien, et l'avènement du pouvoir autoritaire nationaliste et centralisateur de Reza shah Pahlavi; pouvoir qui pour certains, empêche la désintégration de l'Etat iranien et, pour d'autres, sonne le glas des tentatives indépendantistes ou autonomistes.

Le mouvement Jangali s'insère exactement dans cette période troublée et, comme nous avons pu le constater, se fait l'écho de toutes les fractures et de tous les courants historiques que nous venons d'énumérer.

On devine aisément par cette simple énumération la richesse des problématiques que soulève l'étude du mouvement Jangali, sans toutefois négliger les précautions qu'imposent les possibilités de lectures radicalement opposées que j'ai rencontrées lors de cette étude et dont je tenais à signaler l'existence.

Un particularisme régional

Le mouvement Jangali est d'abord le fruit d'un particularisme régional, indissolublement lié à la province du Gilân: alors que les jangalis sont au faite de leur puissance en avril 1918, ils ne réussiront jamais à dépasser l'Alborz ou à pénétrer en Azerbâïjan, bloqués dans leur province (qu'ils répugnent de toute façon à quitter) par les tribus Khalkhâl à l'ouest et les Britanniques au sud.

La province forestière du Gilân est géographiquement fa-

vorisée par sa proximité avec la mer Caspienne qui facilite les échanges et le commerce avec l'étranger, en particulier le commerce du riz et de la soie; paradoxalement, c'est cette facilité d'échange qui accélère la mainmise économique des grands négociants européens et levantins sur les ressources du pays, mais qui ménage aussi la circulation des idées. La proportion de gens qui savent lire et écrire au Gilân est le double de celle que l'on trouve en moyenne dans le reste de l'Iran à l'époque (6% au lieu de 3% -Kazemi et Abrahamian) et ce sont les provinces caspiennes qui fournissent la moitié des contingents constitutionnalistes en juillet 1909.

La végétation luxuriante de la province, au climat subtropical humide la tient à l'abri de la famine en temps de paix, et, en temps de guerre, lui fournit des maquis d'accès aisé contre les troupes gouvernementales. Les Qâjâr regarderont toujours à deux fois avant d'envoyer leur armée se battre dans les marécages de cette province, où les taons, les puces, les tiques ne laissent aucun répit aux hommes et aux animaux et où les moustiques vecteurs de de la malaria déciment les régiments plus rapidement que les tireurs *jangali* embusqués dans les arbres immenses de la forêt gilânaise.

Enfin, la majorité des paysans Gilânais connaît une aisance économique qui tranche très nettement avec la situation précaire des villageois du plateau central. Les maîtres habituels des villages iraniens sont au Gilân en relative position de faiblesse; à titre d'exemple, l'abondance en eau permet aux paysans d'ignorer les astreintes de la gestion des qanâts contrôlés habituellement par les grands féodaux. Ceux-ci ne peuvent pas se prévaloir du rôle de «protecteur», puisque le Gilân ne connaît pas le problème des minorités tribales prédatrices. Ils ne peuvent pas non plus menacer un métayer récalcitrant d'expulsion, puisqu'il suffit à celui-ci d'aller simplement un peu plus loin avec sa famille pour défricher le lopin de terre qui le fera vivre... Cette liberté permet au paysan du Gilân de pouvoir négocier au mieux ses contrats de ferme avec le propriétaire. Le système du travail par équipe

(*gâvband*) ou la répartition annuelle des terres par les anciens du village, qui sont ailleurs en Iran de très puissants moyens de contrôle social, sont strictement inconnus au Gilân. Cette pression économique modérée modèle aussi l'organisation sociale de la région. Les villages, contrairement à ceux du plateau central, ne sont pas autant de petits isolats repliés sur eux-mêmes. Les habitations sont dispersées, répartition spatiale aux antipodes du modèle villageois iranien habituel. Il y a de grandes foires où les habitants de toute la province peuvent se rencontrer. Les familles ne cherchent pas à renforcer la cohésion des lignages à l'intérieur d'une même communauté, mais au contraire à les diversifier; les villages du Gilân sont ainsi plus facilement tournés vers l'extérieur. On se rend visite fréquemment et, conséquence importante, chacun sait ce qui se passe dans le village voisin.

Nous sommes donc en présence d'une paysannerie financièrement autonome et, comme le disait Christian Bromberger: «attentive aux mouvements lointains des hommes, des choses et des idées, sensible aux aléas que faisaient peser sur elle les caprices de la domination étrangère et, partant, volontiers protestataire».

Les hommes qui se soulèvent en 1915 sont les mêmes qui se sont battus pour obtenir une constitution et qui ont vu leur province envahie militairement par les Russes en 1911. Alors qu'elle s'était déjà dressée contre des troupes d'occupation, comment cette insurrection rurale régionale de type traditionnel a-t-elle vécu le programme social de ses dirigeants qui empruntaient à toutes les idéologies européennes? On peut se demander quels ont été les problèmes rencontrés par les dirigeants de ce mouvement et s'il était en leur pouvoir de transformer une région à l'identité culturelle fortement marquée en un «quelque chose» qui se serait rapproché d'un Etat-nation sur un modèle européen de type libéral ou marxiste?

De avril à juin 1918, ce que nous apprend le journal de Sempé sur l'organisation du sénat de Kasmâ et la gestion

du mouvement révolutionnaire².

Les Jangalis n'ont eu réellement un pouvoir sans partage que de janvier à juin 1918. Car avant comme après cette date, ils se retrouveront toujours en situation de conflit avec quelqu'un: avec les Britanniques qui marchent sur Bakou en 1918, puis contre les troupes gouvernementales en 1919 et 1920. Puis après l'arrivée de l'Armée rouge et une lune de miel de quelques mois, ils lutteront sur deux fronts, avant de rencontrer leur destin en 1921 face à Reza Xân.

Durant cette période de cinq mois, le sénat de Kasmâ, comme le dénomme Sempé, va tenter de mettre en application son programme. Tentatives au jour le jour qui nous permettent de constater par l'entremise de Sempé, les problèmes que rencontre une société locale qui tente d'appliquer sur elle-même des réformes qui vont à l'encontre de ses propres traditions.

Le problème essentiel du sénat de Kasmâ est l'approvisionnement et le versement de la solde de l'armée de trois mille hommes qu'il a mis sur pied à partir de l'hiver 1917 avec l'aide d'instructeurs allemands, autrichiens et turcs (ces instructeurs continueront de se battre au côté des Jangalis même après la fin de la guerre, par intérêt ou par attachement à la cause). Il s'agit en fait d'une ébauche d'armée régulière, entraînée à combattre par pelotons de dix hommes dont un porteur de grenades, possédant un armement cohérent composé de fusils Mauser, de mitrailleuses, de canons pris aux troupes gouvernementales ou achetés à l'armée tsariste en pleine débâcle. Les «soldats» sont des Gilânais et des Kurdes auxquels viennent s'ajouter les Tartares qui ont fui les massacres de Bakou durant le mois d'avril 1918.

Comme nous le dit Sempé «tous les efforts de Kasmâ ne parvenaient pas à assurer la solde de trois mille hommes et leur nourriture, beaucoup plus chère que leur solde en ce temps-là. Comment acheter dans les tribus voisines toujours menaçantes

2. Référence de l'ensemble du rapport Sempé daté du 10 août: *MAEF*, As 18-40 vol. 15 du F° 86 au F° 111.

les concours nécessaires? (...) Le sénat de Kasmâ tenait les propriétés du Guilân sur lesquelles il avait prélevé des taxes très lourdes. Il tenait la douane; il avait une taxe sur le riz en dépôt, sur le riz transporté, et malgré tout, il manquait d'argent. On décupla les taxes sur l'alcool et l'opium (...) mais deux éléments de richesse échappaient entièrement à son action: la propriété bâtie, franche de tout impôt, la boutique du marchand et les vastes caravansérails qui ne connaissent point les patentes (...) On délibéra longtemps, paraît-il, sans trouver un moyen sûr d'atteindre ces sources de richesse (...) On décida en fin de compte de changer la base des seules contributions qui soient absolument légales: les taxes sur la terre. Inchangé depuis un demi-siècle, le sénat de Kasmâ réalisa la véritable réforme qui sera nécessaire un jour (...) soit prélever le dixième en nature ou en argent selon le cours moyen du riz dans l'année.

«Je ne crois point que l'on ait pu généraliser cette mesure. On avait commencé par prendre aux propriétaires autant d'argent qu'on en pouvait tirer d'eux et cela au titre de contributions extraordinaires qualifiées de volontaires. Il était très difficile de leur prendre davantage, d'autant qu'ils s'étaient mis depuis longtemps, eux et leur argent comptant, hors de l'atteinte des Modjaheds.

«Prendre leur récolte était affaire d'avenir; pour le présent, chacun cachait son riz et pleurait famine, de sorte que cette opération à échéance n'a servi qu'à légitimer quelques actes de fiscalité assez minces. D'ailleurs les amis des djenguelis restaient au-dessus des lois de Kasmâ et ils en étaient d'autant plus nombreux».

Ainsi paradoxalement, les Jangalis se heurtent au même problèmes que le Seyed Zia Eddin et Reza xân lors de leur arrivée au pouvoir en février 1921. La constitution d'une armée nationale passe par une réforme complète de la fiscalité et, *ipso facto*, provoque la remise en cause globale de l'organisation sociale du pays (Richard; 1989). Les Jangalis, eux, sont pris entre deux feux. Le Comité veut visiblement constituer une

armée “nationale” de type “moderne”, mais il est limité par le caractère “familial” (les Anglo-saxons utiliseraient le mot plus juste de “Kinship”) de l’ensemble du mouvement Jangali qui limite tout changement social brusque: «Bien que toute société traditionnelle ne soit pas condamnée à être emprisonnée dans le passé, l’innovation, quand elle survient, doit opérer en se rattachant à des formes existantes et à des valeurs établies»³.

La réelle volonté des Jangalis de résoudre le problème posé est évidente lorsque Sempé écrit: «On délibéra longtemps». Et le fait qu’ils réussissent à faire admettre à la majorité l’abandon du privilège fiscal de payer une redevance foncière fixée sur des bases datant d’un demi-siècle, montre, malgré les passe-droits signalés et les dissimulations inévitables, que les Jangalis étaient prêts à beaucoup de sacrifices librement consentis, mais subordonnés à leur propre conception de la légitimité...

Pourtant, même si le projet d’une imposition sur le revenu et la propriété bâtie avait été adopté, ceux des chefs jangalis qui avaient connaissance du mode de fonctionnement d’un système fiscal moderne se seraient heurtés aux difficultés techniques de son application. Qui aurait assuré le recensement, l’archivage et effectué le travail de perception nécessaire au juste fonctionnement de mesures qui allaient contre toutes les habitudes? Les Jangalis en ont visiblement débattu mais «sans trouver un moyen sûr d’atteindre ces sources de richesse», c’est-à-dire d’éviter qu’un trop grand nombre bénéficie d’“indulgences” aux dépens de ceux qui auraient réellement payé.

En fait, pour appliquer les réformes radicales qui soutendraient ses ambitions politiques, le Comité aurait dû disposer d’une force de coercition indépendante, armée ou gendarmerie, formée d’hommes affranchis de tout lien avec ceux qui auraient subi ces changements impopulaires. C’est bien

3. Balandier, G, 1967. «Dynamique du traditionnalisme et de la modernité», dans *Anthropologie politique*, PUF, p. 202.

la première chose que fera Reza xân, qui réunira toutes les forces armées formées “à l’européenne” pour être en mesure d’imposer l’application des nouvelles lois à une population qui, dans son immense majorité, n’en voulait pas. Les Jangalis, en eussent-ils eu la possibilité, ne l’auraient pas fait parce qu’ils étaient l’émanation même de la population de leur région.

La limite du contrôle exercé par le sénat de Kasmâ sur les Mudjahedin apparaît tout entière dans l’anecdote suivante: le secrétaire du vice-consulat britannique, sujet persan bénéficiant du régime capitulaire et donc protégé par la Grande-Bretagne, avait été arrêté et giflé par un certain Ismaïl, chef de la police urbaine de Rasht, pour avoir distribué des tracts célébrant l’attitude protectrice et respectueuse des autorités britanniques vis-à-vis des *mojtahed* de Sâmârâ. Sempé nous confie à ce propos: «il était assez naturel que Mirza Coutchic et les siens fussent prisonniers de leurs hommes. Ils ne pouvaient guère les punir. La plus rude peine qu’il leur fût permis d’appliquer était l’exclusion. Le lendemain de cet affront fait à mon collègue j’exprimais au *cargouzar*^{*} mon indignation. Il m’assura que cet acte avait soulevé beaucoup de colère à Kasmâ et qu’Ismaïl avait été fortement blâmé: “mais, ajouta-t-il, les modjaheds ont leur façon de raisonner et l’*ettehad* [-e *islam*] est bien obligé de les laisser faire” ».

La boucle est bouclée. Pour pouvoir appliquer leur programme nationaliste, les Jangalis devraient réformer leur armée par une série de réformes financières qui ne peut être effectuée qu’après la réforme de leur armée. . .

Le sénat de Kasmâ lui-même n’est pas exempt de reproches, même si Sempé ne met jamais en doute l’intégrité morale de ceux qu’il appelle les *politiques* du mouvement. Ainsi, la réunion du 9 mai 1918, évoquée précédemment, nous montre Mirza Kuchek xân dans la délicate situation de devoir restreindre les pouvoirs et les abus de l’homme le plus puissant du sénat de Kasmâ, Hadji Ahmed, sans le froisser pour autant, tout en ne perdant pas lui-même la face vis-à-vis de ses propres lieutenants qui comptent sur lui pour défendre

les intérêts de leur propre clientèle. La solution est alors de renvoyer le frère de Hadji, d'écartier une ou deux personnes contestables... qui recevront le droit de rester à Kasmâ. La nomination de deux lieutenants de Mirza Kuchek xân à l'issue de cette séance apparaît comme une mise sous contrôle plus stricte des agissements de Hadji sans que celui-ci puisse ouvertement dire quoi que ce soit. Mais peut-être accepte-t-il cette sentence d'autant plus facilement que ces nominations ne le gênent guère. Car dans la totalité des notes qui ne concernent pas l'action purement militaire, Hadji demeure omniprésent, même après cette assemblée. Le sénat de Kasmâ est donc bien largement en partie "son affaire" et à ceux qui lui demandent à quel titre il siège dans ce sénat, il répond sans ambages, «j'étais ici le premier, voilà tout...».

Ainsi, si le sénat de Kasmâ n'est pas le lieu d'une représentation élue démocratiquement, il n'est pas non plus comme l'affirmait Sempé «une réunion hasardeuse de divers groupes»; il transpose simplement la réalité de la hiérarchie sociale de la plaine ouest du Gilân et de ses conflits d'intérêts avec laquelle Mirza Kuček xân doit compter.

Conclusion

Ainsi, un des paradoxes essentiels du mouvement *Jangali* est d'avoir eu un comité formé d'un petit nombre de dirigeants à l'origine d'un projet de société où entraient, pêle-mêle, les désirs les plus variés: se débarrasser des Russes, abattre le pouvoir central jugé corrompu et vendu aux Britanniques (vieil héritage constitutionnaliste), appliquer une justice enfin équitable, donner des terres à tous, organiser un système de gestion autonome de la province pour éviter d'avoir recours à la technique de l'impôt révolutionnaire forcé, technique qui s'aliénait peu à peu les meilleures volontés.

Mais les dirigeants de l'*Ettehad-e islam*, pour appliquer leurs réformes, n'eurent à leur disposition que les courroies de transmission d'une société traditionnelle: c'est-à-dire un

ensemble de solidarités familiales, d'une part, et ces réseaux d'influences informelles qui peuvent lier certains hommes respectés pour leur fortune, leur honorabilité, leur caractère et les vertus qui s'y rattachent, suscitant l'estime générale auprès de leurs amis et voisins.

Ce système traditionnel eut pour effet de soumettre systématiquement les décisions du sénat de Kasmâ aux interprétations personnelles et multiples de tous leurs sympathisants locaux qui n'avaient pas forcément comme références les modèles européens, et accordaient aux directives énoncées l'importance qu'ils avaient décidé de leur donner en fonction de leur degré de compréhension et d'attachement à la cause, d'amitié, d'obéissance due, de respect – parental ou autre – et aussi d'intérêts immédiats souvent plus terre à terre. . .

Autant de variables, on en conviendra, qui soumettaient l'ensemble de ce mouvement à de sérieuses fluctuations et commuaient, par la force des choses, tous les programmes officiels du Comité qui le dirigeait en professions de foi ou en simples déclarations d'intentions. . .

Ces données fragilisent les jugements portés sur le mouvement Jangali en fonction des discours et des programmes, et relativisent à l'extrême toutes les classifications politiques de ce mouvement dans des catégories "européennes" ou purement religieuses. Par ailleurs, cette "relativité" explique bon nombre de faits et d'alliances souvent jugés étranges et que certains ont pris pour des trahisons ou des incohérences idéologiques.

Enfin, j'ajouterai que le mouvement jangali ne fut ni xénophobe (comme l'affirme gratuitement la *Cambridge History of Persia* qui estime sans doute que cet adjectif est obligatoire lorsqu'on taxe un mouvement de nationaliste), ni le fruit de petits mollahs obtus comme l'affirmait le dirigeant du parti communiste iranien Avetis Sultanzadé qui tentait surtout de justifier ses tentatives infructueuses d'exporter le modèle soviétique dans le Gilân. Il ne fut pas non plus une simple projection artificielle des événements qui secouaient

l'ensemble de la scène mondiale comme l'affirmait le général de Lapanouse, dans les notes qu'il a laissées au Quai d'Orsay.

Le mouvement Jangali a peut-être été plus une révolte qu'une révolution, mais Mirza Kuček xân et ses hommes n'en restent pas moins le symbole d'une province consciente de son identité et qui, un jour, avec ses propres moyens, a décidé de ne plus être la victime impuissante des cyniques défenseurs d'une raison d'Etat devenue étrangère à son peuple.



* *cargouzar*: «fonctionnaire qājār aux attributions diverses, dont la perception des droits de douane».